

des devises en soutenant l'une ou l'autre. Je crois plutôt qu'il se doit de prendre l'initiative, afin d'établir des relations commerciales honnêtes qui rendront le monde heureux, même si ce but l'oblige à ne pas tenir compte des besoins actuels en devises. A la vérité, les balances en denrées sont plus importantes et du reste plus échangeables que les balances en monnaie.

Notre parti est disposé à aider le premier ministre et le Gouvernement à l'égard de toute mesure louable qu'il prendra en vue d'améliorer la situation au pays. Nous avertissons le Gouvernement que nous combattons de toutes nos forces toute tendance visant à restreindre la liberté dont jouit la population, tendance qui résulterait du paternalisme de l'État. Nos critiques ne seront pas malveillantes. Nous voulons croire que le Gouvernement, nous accordant les mêmes privilèges que dans le passé, nous permettra d'exprimer notre opinion comme groupe. Nous ne demandons toutefois aucun privilège particulier. Le parti du Crédit social continuera à travailler en vue d'assurer à notre peuple sa liberté. Nous continuerons d'examiner et de préconiser tous les moyens capables de constituer au Canada une économie nationale fondée sur l'initiative privée, une économie où la production des denrées et des services nécessaires se maintiendra au niveau voulu pour satisfaire les besoins de la population canadienne, une économie où les organismes de répartition viseront à distribuer équitablement la production totale; une économie où disparaîtra le cycle des périodes de prospérité et de crise grâce à de judicieuses mesures financières; une économie enfin où chaque individu aura l'occasion de bénéficier de la plus grande sécurité sociale en même temps que de la plus grande liberté personnelle et où la justice sera facilement accessible, au pauvre comme au riche. Voilà ce que nous préconisons. Et nous sommes déterminés de faire notre part pour établir cet état de choses dans notre beau pays.

M. T. L. Church (Broadview): Je désire, monsieur l'Orateur, soumettre cet après-midi quelques questions à l'attention de la Chambre et du pays. Je tiens d'abord à féliciter le premier ministre (M. St-Laurent) de sa victoire. Je suis de ceux qui croient que le peuple est souverain, et le peuple a rendu sa décision. Je félicite également le chef de l'opposition (M. Drew). Je le connais depuis plus longtemps que tout autre membre de la Chambre. Je l'ai toujours considéré comme un beau joueur plutôt que comme un politicien. Je ne suis pas politicien moi-même, je ne l'ai jamais été et ne prétends pas l'être. Je suis moins politicien que beau joueur. Je

suis entré à la Chambre pour trois ou quatre motifs. Je félicite les nouveaux députés dont un grand nombre viennent de la province de Québec. J'ai toujours eu beaucoup d'admiration pour la population de cette grande province. La Chambre et le pays s'en porteraient beaucoup mieux sans doute si les municipalités comptaient un plus grand nombre de représentants au Parlement. Je vous félicite également, monsieur l'Orateur, du haut poste que vous occupez. Vous y êtes bien préparé. Votre diligence et votre dévouement, non seulement à titre d'avocat, mais en qualité de président de comités et d'orateur suppléant vous ont bien préparé aux fonctions que vous exercez maintenant et que la Chambre vous a confiées à l'unanimité.

Je considère toujours le débat sur l'Adresse comme une occasion de saisir la Chambre et le pays de certaines questions. Je ne parle pas du point de vue du parti, car je ne me suis jamais laissé dicter par lui une ligne de conduite. Nous avons tous nos torts; je commets des erreurs comme les autres. Depuis 1935, la région de Toronto n'a pas eu de représentant au sein du cabinet. Autrefois, elle en comptait cinq ou six. Est-ce juste de la priver ainsi de représentation? Est-ce bien conforme aux principes directeurs du libéralisme actuel? Sir Wilfrid Laurier avait l'habitude de visiter Toronto, comme l'a fait le premier ministre. Je suis certain qu'aucune ville ne les a mieux accueillis que Toronto. Le premier ministre actuel y sera toujours bienvenu. Il s'intéresse vivement à notre ville où on le tient en haute estime. C'est lui qui a inauguré notre foire d'hiver.

Comme je ne voulais pas accaparer le temps de la Chambre et empêcher l'adoption de l'Adresse, je n'ai préparé aucun discours. Je tiens, cependant, à souligner qu'il est injuste de priver la ville de Toronto de représentation au sein du cabinet. Notre municipalité englobe le plus grand quartier financier du pays. Elle verse près de 40 p. 100 de tous les impôts perçus par le Gouvernement. Toronto est un centre commercial, mais c'est aussi le siège de l'enseignement supérieur en Ontario. Son université a largement contribué dans le domaine de la médecine, des arts et des sciences. De toutes les villes du pays, c'est Toronto qui verse les plus forts impôts. Est-il logique, juste et raisonnable que sous l'égide du libéralisme cette grande région ait été, depuis 1935, privée d'un représentant au sein du Cabinet? A mon sens, aucun gouvernement n'a raison d'adopter une telle attitude; j'espère donc que nous obtiendrons un représentant. Comme le parti libéral compte de très habiles députés élus par les gens de ma ville, j'ose croire qu'il remédiera à cet état de choses.